

Construire la grève générale !

*L'Émancipation
syndicale et pédagogique*

Éditeur

Les amis de l'Émancipation
syndicale et pédagogique

Directeur-gérant

Raymond Jousmet
7 rue des Loriots 17180 Périgny
Tel : 05 46 44 90 26

Secrétariat de la rédaction

Nicole Desautels
802 route du Faron - 83200 Toulon
tél 09 64 23 88 02
redac@emancipation.fr

Équipe revue :

Pierre Bergès, Hélène Bertrand,
Annick Champeau, Rosine Charlut,
Quentin Dauphiné, Claire Demel,
Nadine Demel, Nicole Desautels,
Raymond Jousmet, Joëlle Leau,
Colette Mallet, Didier Pagès,
Éliane Paul Di Vincenzo, Pierre Stambul,
Éléonore Vinay-Léger.

Impression :

Expressions 2
10 bis rue Bisson 75020 Paris
Tel : 01 43 58 26 26

Appel à contributions pour le n°2

Toutes vos contributions sont bienvenues.
Adressez vos témoignages, analyses,
réactions, réflexions, outils pédagogiques,
dessins, photos... à redac@emancipation.fr
Date limite d'envoi pour le numéro
d'octobre avant le 19 septembre 2010

Site : <http://www.emancipation.fr>

Dès la rentrée, le Pouvoir nous impose un calendrier inédit : manifestation unitaire du samedi 4 septembre contre la xénophobie d'État, les lois CESEDA (Besson) et "sécurité intérieure" (Hortefeux) ; grève le lundi 6 dans l'Éducation, contre la mise en place dès le début d'année scolaire des contre-réformes qui cassent le service public ; grève interprofessionnelle pour le début du débat sur les retraites le mardi 7. Mais ce calendrier permet de construire une dynamique de reconduction de la grève et de gagner sur la défense des acquis. Encore faut-il mettre le maximum de chances de notre côté...

Combattre l'attaque globale du capitalisme

Si Sarkozy accélère ses "réformes" anti-ouvrières, c'est contraint par les exigences des forces libérales dont il est le serviteur : grand patronat, puissances d'argent, FMI, agences de notation... Autant de relais d'un capitalisme engagé dans une offensive globale qui se veut définitive contre les prolétariats européens, avec les blocages de finances publiques, les baisses de salaires des fonctionnaires comme du privé, le démantèlement des garanties sociales, avec en première ligne les retraites. Ce contexte montre bien que **les retraites constituent l'attaque essentielle pour Sarkozy et ceux qu'il sert et qu'il faut maintenir et amplifier les convergences et la solidarité avec les travailleurs Européens qui, comme en Grèce, se mobilisent sur les mêmes axes qu'en France et pour l'annulation de la dette de leur pays.**

Dénoncer les surenchères populistes

Le gouvernement - à commencer par Woerth en charge du dossier retraites - n'en finit pas de se discréditer. Et les tentatives de Sarkozy de s'en sortir avec la discrimination des roms et des gitans, avec la déchéance de la nationalité, lui font franchir la ligne rouge de la haine xénophobe, du populisme fascisant et achève de convaincre partout que les oripeaux républicains dont il prétend s'affubler taillent vraiment trop grand pour lui... **Cela devrait permettre de faire de la manifestation unitaire du 4 septembre un premier test de la mobilisation contre les lois Besson et Hortefeux.**

Exiger une riposte à la hauteur

Le succès, au-delà de toute attente, du 24 juin a clairement montré la détermination des travailleurEs du privé comme du public d'en finir avec l'agression contre les acquis sociaux, avec en première ligne les retraites. Voilà qui rappelle les directions syndicales à leurs responsabilités. Ces dernières ont l'obligation de réussite, il n'est plus possible de reculer, ni sur les retraites bien-sûr, mais pas non plus sur les attaques contre les autres acquis sociaux, dont les services publics (École, Santé...) et professionnels (statuts, code du travail...). Encore faudrait-il :

- proposer des revendications mobilisatrices et unifiantes pour renforcer la cohérence de la riposte syndicale sur l'axe central des retraites comme sur la défense générale des acquis.

- faire converger les initiatives plus sectorielles avec le front principal de la défense des retraites. La mise en cohérence des ripostes permet une défense globale plus efficace des différents axes revendicatifs. Et en stoppant l'attaque contre les retraites on peut gagner plus facilement sur le reste.

Retrait du projet Sarkozy-Woerth sur les retraites

Le 7 septembre - toutes les confédérations appellent à la grève - est un bon départ pour mobiliser. Encore faut-il fixer un objectif à la hauteur à cette mobilisation et lui donner les moyens de s'amplifier suffisamment pour espérer gagner. **Le projet Sarkozy/Woerth n'est pas amendable : c'est son retrait qu'il faut exiger, avec le maintien des retraites à 60 ans, à taux plein avec 37,5 annuités, calculées sur les 6 derniers mois pour la FP et les 10 meilleures années dans le privé.** Le financement peut être assuré par la suppression des exonérations de charges du patronat et le remboursement des dettes accumulées par ce dernier, qui doit assumer sa part du salaire indirect mutualisé. Voilà qui relativise l'argument démographique et les hypothèses orientées du COR.

À offensive globale, riposte globale

Pour imposer sa politique le Pouvoir compte sur un secteur croissant de non droit fragilisant de plus en plus les garanties sociales et professionnelles (chômeurs-ses, Sans-Papiers, jeunes condamnés aux stages et contrats "aidés", non titulaires et autres précaires...). Il est essentiel d'intégrer dans les mobilisations de chaque secteur ces hors-statuts et leurs revendications. Les luttes des différents secteurs renforcent la mobilisation globale, à condition d'insister sur leurs liens avec l'affrontement principal sur les retraites. Il en est ainsi du **retrait de tous les textes qui visent à en finir avec les services publics et les acquis du mouvement syndical** (contre-réformes de l'hôpital, de la formation des maîtres, du lycée, du droit de grève, du "dialogue social"...) et la création de tous les moyens nécessaires pour améliorer les conditions des personnels, comme des usagers. **Dans l'éducation l'appel à la grève du 6 septembre est un élément important de la dynamique de rentrée, à condition qu'y soient affirmés les impératifs ci-dessus.**

Reconduire la grève, vers la grève générale

Les organisations syndicales ont la main en cette rentrée, mais il n'est pas question de laisser leurs directions la perdre. **Rien de tel alors que de réunir des AG de grévistes pour définir leurs revendications et leurs formes d'action.** Il n'est pas question de les laisser, une fois de plus, gaspiller les mobilisations très fortes de ces dernières années, avec leurs journées d'actions mensuelles ou bimestrielles. **Raison de plus pour que les AG s'engagent à reconduire la grève du 6 au 7, puis au 8, se coordonnent à tous les niveaux et se donnent les moyens de contrôler, aux côtés des syndicats, la dynamique et la stratégie du mouvement.**

Il n'est pas non plus question de les laisser une fois encore rater l'extension des mouvements comme cette année celui d'Ile de France. **Raison de plus pour proposer aux syndicats d'appeler à des initiatives de centralisation et de développement du mouvement.**

Il n'est pas plus question de les laisser, une nouvelle fois, prétexter l'unité pour s'en remettre au minimum revendicatif, au plus petit dénominateur commun de l'action ou à la première proposition dilatoire gouvernementale venue. **Raison de plus pour que les AG exigent d'avoir des observateurs au niveau des intersyndicales et des réunions de négociation** (charge aux AG aussi de déterminer s'il s'agit de vraies réunions de négociation, sur la base d'un réel rapport de force, ou de simples entrevues de dialogue social, qui sont à boycotter).

Il n'est pas du tout question de les laisser une nième fois se diviser pour d'illusoires avantages boutiquiers. **Raison de plus pour que les AG les mettent en garde sur les illusions du dialogue social de Sarkozy.**

Il ne saurait être question pour la troisième année consécutive de renvoyer la poursuite de l'action au 29 septembre et au 7 octobre, sous prétexte que ce sont des appels de la Confédération européenne "des syndicats", ou de la Confédération "syndicale" internationale. **Raison de plus pour que les AG poussent à entrer en contact avec les syndicats et structures qui sont en lutte au niveau européen.**

Il n'est pas question enfin de les laisser stopper l'action, sous prétexte qu'il n'y aurait pas d'alternative politique. **Raison de plus pour les AG de les appeler à participer, dans la plus grande indépendance syndicale, à l'élaboration de propositions alternatives à la politique de ce gouvernement, qu'il faut affronter, sans attendre 2012.**

La grève générale n'est-elle pas la meilleure façon de hâter l'alternative politique ?

C'est sur les bases ci-dessus qu'Émancipation appelle à réussir la grève du 6 septembre, à la reconduire le 7 et les jours suivants, jusqu'à ce que le projet Sarkozy / Woerth soit retiré.

C'est sur ces bases que les militantEs d'Émancipation interviendront dans leurs syndicats respectifs, ainsi que dans les AG et les coordinations.

Émancipation Tendance intersyndicale,
le 15 Août 2010 ☐

Grève Interprofessionnelle jusqu'au retrait du projet du gouvernement

Le projet du gouvernement sur les retraites conduit à réduire les droits et le niveau des pensions des salariés du public comme du privé. Il saigne encore plus durement les femmes et les jeunes déjà touchés par les conséquences de la crise du système capitaliste.

La FSU 44, Solidaires 44 et l'UD Cgt-FO 44 n'acceptent pas cette nouvelle dégradation pour toute la classe ouvrière. Au moment où le gouvernement arrose les banques et les spéculateurs à tout va, de plusieurs centaines de milliards d'euros, elles revendiquent le maintien du système par répartition et un financement assis sur le salaire différé.

Elles considèrent que le projet du gouvernement n'est ni amendable, ni négociable et qu'il doit être retiré.

Elles réaffirment leurs revendications principales :

- o Le droit au départ en retraite à 60 ans à taux plein ;
- o Le refus d'allonger la durée de cotisation : " 40 ans, c'est déjà trop " !
- o Le maintien du code des pensions civiles et militaires, des régimes particuliers et des garanties qui y sont liées (en particulier pour les mères de trois enfants)

Pour faire échec à cette contre-réforme et obtenir satisfaction sur ces revendications minimales, la FSU 44, Solidaires 44 et l'UD Cgt-FO 44 considèrent nécessaire de préparer les conditions de la grève jusqu'au retrait du projet gouvernemental.

L'action commune doit être à la hauteur de l'attaque portée. Elle ne peut consister en de nouvelles journées d'action isolées et suppose un calendrier rapproché puisque le débat parlementaire sera bouclé avant la fin septembre.

La FSU 44, Solidaires 44 et l'UD Cgt-Force Ouvrière 44 en appellent à tous, aux salariés du privé comme du public, aux chômeurs et aux jeunes mais aussi aux autres organisations syndicales de salariés : la journée du 7 septembre ne doit pas être une nouvelle journée sans lendemain.

Elle doit s'inscrire dans la perspective d'une grève générale qui bloque le pays, obligeant ainsi le gouvernement à retirer son projet.